



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Canadian Aerospace Training Procurement
(CATP)/Programme canadien de formation en
aérospatiale (PCFA)
1 Nicholas Street/1, rue Nicolas
Suite 215/Suite 215
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet CATS/SEAI		
Solicitation No. - N° de l'invitation W636A-09CATS/J		Amendment No. - N° modif. 009
Client Reference No. - N° de référence du client W636A-9-CATS		Date 2015-12-18
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$CT-002-25298		
File No. - N° de dossier 002ct.W636A-09CATS	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-02-16		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes		
Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Genest, Frederic		Buyer Id - Id de l'acheteur 002ct
Telephone No. - N° de téléphone (613) 998-4307 ()		FAX No. - N° de FAX (613) 991-5254
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification n° 09 à la demande de propositions (DDP) W636A-09CATS/J a pour but :

- 1) de fournir une réponse au commentaire n° 70 d'un soumissionnaire éventuel;
- 2) de modifier le processus d'invitation à soumissionner en deux étapes;
- 3) de modifier le critère pondéré lié à la stratégie d'exportation internationale sous la proposition de retombées industrielles et technologiques;
- 4) de modifier le niveau de la couverture d'assurance responsabilité civile commerciale requise sous tout contrat résultant; et
- 5) de repousser de un (1) mois la date de clôture des soumissions partielles afin de permettre aux soumissionnaires de modifier leur soumission partielle pour les changements ci-dessus.

1) Réponse du Canada au commentaire n° 70 reçu d'un soumissionnaire éventuel

Question/commentaire n° 70:

Référence : Modification n° 5 (introduction du processus d'invitation à soumissionner en deux étapes) et question n° 58 de la modification n° 8.

Commentaire: Nous sommes entièrement en faveur d'un processus qui réduira le risque de non-conformité des soumissions. Toutefois, tous les soumissionnaires sont bien au courant qu'un soumissionnaire potentiel communique très étroitement avec les clients et, en fonction de notre expérience antérieure, nous croyons qu'il est très probable que ce soumissionnaire potentiel soit en mesure d'obtenir des renseignements concernant les autres soumissionnaires si le processus en deux étapes est suivi. Cette connaissance du paysage concurrentiel offrirait au titulaire un avantage indu et lui permettrait de rajuster sa proposition avant la présentation de la soumission définitive en fonction des connaissances qu'il serait en mesure d'acquérir dans le cadre de ses interactions étroites avec le personnel du Gouvernement du Canada.

Amélioration proposes: L'étape 1 du processus est une soumission complète de la DDP, y compris l'établissement des prix. Le Gouvernement du Canada pourrait alors examiner la soumission de la même façon qui est prévue dans le cadre du processus en deux étapes, et fournir un rapport d'évaluation préliminaire aux soumissionnaires qui disposeraient alors de trois semaines pour répondre. Cela permettrait d'éliminer toute possibilité, réelle ou perçue, qu'un soumissionnaire procède à un rajustement de prix en fonction de connaissances sur l'environnement concurrentiel acquises injustement après la présentation de la soumission partielle et avant la présentation de la soumission définitive. Cette amélioration contribuerait à la politique du GC visant un processus d'approvisionnement ouvert, équitable et transparent.

Réponse n° 70: Tel qu'indiqué dans la réponse n° 58, le Canada a en place des règles, des processus et des mécanismes clairs en matière de traitement et d'évaluation des soumissions. Ils visent à garantir que les informations ne sont partagées que lorsque nécessaire et d'éviter la communication inappropriée d'informations aux autres parties prenantes (et particulièrement les autres soumissionnaires éventuels). Ainsi, le Canada ne partage pas l'inquiétude identifiée.

Néanmoins, et tel qu'indiqué à l'article 2 ci-dessous, le Canada a décidé, en considération à cette inquiétude étant partagées par les soumissionnaires potentiels, d'accepter l'amélioration proposée de requérir la soumission de la proposition financière comme partie prenante de la soumission partielle (à l'étape 1), sans possibilité d'ajustements pour refléter les changements soumis en réponse au rapport d'évaluation préliminaire à l'étape 2.

2) **Modification du processus de soumission et évaluation des offres en deux étapes**

Suite à la réception du commentaire n° 70 et d’une évaluation interne, le Canada a décidé de modifier le processus d’invitation à soumissionner en deux étapes dans les lignes générales suivantes. Les changements connexes à la DDP seront effectués dans une modification subséquente.

- A) Soumission financière: Les soumissionnaires seront tenus de soumettre leur soumission financière, sous la forme du classeur « Modèle d’évaluation des prix » dûment rempli, dans leur soumission partielle (à l’étape 1). Les soumissionnaires n’auront la possibilité d’ajuster cette soumission financière par la suite pour refléter des changements soumis en réponse au rapport d’évaluation préliminaire (à l’étape 2).
- B) Ajustements des notes des propositions techniques et de gestion à l’étape 2: Le processus actuel sous lequel la note d’un critère pondéré sujet à une note de passage minimale ne peut être augmentée au-delà de cette note de passage en réponse au rapport d’évaluation préliminaire est modifié comme suit :
- i. Suite à l’évaluation de la soumission partielle par le Canada à l’étape 1, la note technique générale de cette soumission partielle sera calculée conformément à l’article 4.3.1 du Plan d’évaluation technique et de la gestion (Volume 1, annexe B, appendice 1).
 - ii. Tel qu’énoncé dans le Plan d’évaluation (Volume 1, annexe B), le Canada effectuera une évaluation finale des soumissions à l’étape 2 afin de tenir compte des renseignements supplémentaires ou des modifications présentés par les soumissionnaires en réponse à leur rapport d’évaluation préliminaire respectif.
 - a. Les critères pondérés non touchés par ces renseignements ou modifications conserveront leur note établie à l’étape 1.
 - b. Les critères pondérés touchés par ces renseignements ou modifications seront réévalués et attribué une nouvelle note sans contrainte (par exemple, leur augmentation ne sera plus limitée à la note de passage minimale) et une nouvelle note technique générale sera calculée.
 - c. Ces notes obtenues à l’étape 2 (notes de chacun des critères pondérés sujets à une note de passage minimale et note technique générale révisée) seront utilisées pour déterminer la conformité aux exigences.
 - iii. La sélection de la meilleure soumission recevable (article 4.3 du Volume 1 – Instructions à l’intention des soumissionnaires) sera basée sur le score le plus petit de la note technique générale obtenue à l’étape 1 et de la note technique générale obtenue à l’étape 2. Ainsi, la note technique générale utilisée pour une soumissionnaire lors de cette sélection ne pourra en aucun cas être supérieure à la note technique générale obtenue pour sa soumission partielle, mais toute réduction de sa note technique générale à l’étape 2 sera prise en considération.

3) **Modification du critère pondéré de stratégie d’exportation internationale sous la proposition de retombées industrielles et technologiques (RIT)**

Suite à des expériences récentes sous d’autres projets, le Canada a décidé de modifier le critère pondéré de stratégie d’exportation internationale comme suit :

Au Volume 1, annexe E - Retombées industrielles et technologiques – Instructions à l'intention des soumissionnaires, REMPLACER en totalité les articles 6.4.3.1 à 6.4.3.3.1 par:

- 6.4.3.1 Critère numéro un : Démontrer que le soumissionnaire et/ou ses parties admissibles détiennent le pouvoir décisionnel permettant d'effectuer des exportations depuis le Canada, en fournissant des preuves telles que :
- 6.4.3.1.1 Les pouvoirs de signature pertinents en place pour effectuer des ventes internationales; et
- 6.4.3.1.2 Les détails illustrant la portée du pouvoir décisionnel pour passer des contrats d'exportation.
- 6.4.3.2 Critère numéro deux : Démontrer que le soumissionnaire et/ou ses parties admissibles ont accès aux droits de propriété intellectuelle nécessaires pour exporter dans le(s) marché(s) ciblé(s) à partir du Canada, en fournissant des preuves telles que:
- 6.4.3.2.1 Une preuve de l'accès aux droits de propriété intellectuelle (par exemple, une copie de la convention de cession ou de l'entente de concession de licence des droits de propriété intellectuelle); ou
- 6.4.3.2.2 Une preuve de possession des droits de propriété intellectuelle (par exemple, le numéro d'enregistrement des droits de propriété intellectuelle).
- 6.4.3.3 Critère numéro trois : Démontrer que ses activités canadiennes et/ou celles de ses parties admissibles font l'objet d'un mandat de produit mondial, en fournissant des preuves telles que :
- 6.4.3.3.1 Un contrat ou une certification ou un autre document qui montre qu'ils possèdent un produit ou un service qui fait l'objet d'un mandat de produit mondial et qu'ils ont le pouvoir exclusif de l'exporter depuis le Canada.

4) Modification de l'exigence de couverture d'assurance responsabilité civile commerciale

Suite à la question et réponse n° 65, le Canada a décidé de réduire le niveau minimum de couverture d'assurance responsabilité civile commerciale requis sous tout contrat résultant de 50 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel, à 5 000 000\$. La DDP est donc modifiée comme suit :

Au Volume 2 – Clauses du contrat subséquent, article 18.3 :

ENLEVER:

18.3 Assurance de responsabilité civile commerciale

- 18.3.1 L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 50 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

INSERER:

18.3 Assurance de responsabilité civile commerciale (pour services non liés à l'aviation)

18.3.1 L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 5 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

5) Prolongement de la période de sollicitation

Afin de donner suffisamment de temps aux soumissionnaires pour effectuer les changements nécessaires en réponse aux modifications ci-dessus, le Canada a décidé de repousser la date de clôture des soumissions partielles de 02 :00 PM (EST) le 16 février 2016, tel qu'indiqué à la page 1 de cette modification à la DDP.